

NOTE DE SERVICE

N° 99-102-M22 du 6 août 1999

NOR : BUD R 99 00102 N

Texte publié au BOCP

NOTIFICATION D'UNE LETTRE DEPERSONNALISÉE

ANALYSE

Etablissement public local à caractère social ou médico-social. Affectation du résultat.

Date d'application : 06/08/1999

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SERVICE MÉDICO-SOCIAUX ; CENTRE D'HÉBERGEMENT ; MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE ; GESTION ; CONVENTION ; AFFECTATION DE RÉSULTAT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	RF	T	DOM								

DIFFUSION

GT 78

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6ème Sous-direction - Bureau 6B

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**
BUREAU 6B
139, rue de Bercy
TÉLÉDOC : **685**
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 30 JUIN 1999

N°: 42124

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

à

MONSIEUR LE RECEVEUR DES FINANCES
DE

Affaire suivie par

S/C DE MONSIEUR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL DE
Service des collectivités et établissements publics locaux

☐ :

☐ : **01 53 18 36 68**

OBJET : Etablissement public local à caractère social ou médico-social.
Affectation du résultat.

RÉFÉRENCE : Votre lettre du1999.

Par courrier cité en référence, vous appelez mon attention sur le non respect des modalités d'affectation du résultat des maisons de retraite publiques et notamment de la règle d'affectation de l'excédent dans la limite du tiers à la constitution du fonds de roulement.

Vous me demandez d'une part, de vous préciser les conditions d'application du décret n° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et, d'autre part, de vous faire savoir s'il abroge les dispositions du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 notamment la règle de l'affectation du résultat.

Ce dossier appelle de ma part les précisions suivantes.

En premier lieu, l'article 54 -I du décret n° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes, précise que « les **dispositions du décret entrent en vigueur** lors de la **signature de la convention** prévue à l'article 5-1 de la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée ».

L'article 5-1 de la loi du 30 juin 1975 modifiée prévoit que les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 5° de l'article 3 de la loi du 30 juin 1975 et les établissements de santé visés au 2° de l'article L.711-2 du code de la santé publique ne peuvent accueillir des personnes âgées remplissant les conditions de dépendance mentionnées à l'article 2 de la loi du 24 janvier 1997 (texte institutif de la prestation spécifique dépendance) **que s'ils ont passé une convention pluriannuelle avec le président du conseil général et l'autorité compétente pour l'assurance maladie.**

Dès lors, **la mise en oeuvre du décret du 26 avril 1999**, qui concerne uniquement les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes, **est conditionnée par la signature de la convention tripartite prévue à l'article 5-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée.**

En second lieu, l'article 54 -II précise « qu'à cette même date, les dispositions des décrets du 11 décembre 1958, du 29 décembre 1959 et du 3 janvier 1961 cessent d'être applicables aux établissements publics et privés mentionnés à l'article 5-1 de la loi du 30 juin 1975 modifiée ».

Compte-tenu des éléments mentionnés ci-dessus, il convient de souligner que la mise en oeuvre des dispositions du décret du 26 avril 1999 et l'abrogation des décrets antérieurs sont conditionnées par la signature d'une convention tripartite. En son absence, les règles actuelles demeurent.

J'ajoute enfin que la mise en oeuvre du décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes prévue aux articles 32 et 33 de ce décret nécessite également la signature d'une convention tripartite.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter les termes de ce courrier à la connaissance des comptables intéressés.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6ÈME SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX